

Dans ce numéro

**Un commandant du Lashkar-e-Taïba et sept terroristes présumés tués par les forces de sécurité indiennes...**

(Page 2)

**Dans le centre du Mali, au moins 21 militaires maliens tués après l'attaque d'un camp par des djihadistes présumés...**

(Page 3)

**Multiplication des enlèvements dans les zones anglophones du Cameroun...**

(Page 4)

**Un nouveau chef pour l'Agence nationale de renseignement de la République démocratique du Congo...**

(Page 5)

**Au Liban, arrestation d'un ressortissant canadien accusé d'espionnage au profit d'Israël...**

(Page 6)

**Premier vol réussi pour le nouveau drone turc Anka-Aksungur...**

(Page 8)

**FORMULATION D'ARTICLE**  
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

**Dans un message audio le groupe État islamique annonce vouloir venger les victimes de l'attentat de Christchurch...**

Après l'attaque sanglante contre deux mosquées en Nouvelle-Zélande vendredi dernier l'organisation État islamique brandit la menace de réagir, par la voix d'un porte-parole qui s'exprime dans un message audio. Le groupe terroriste dit vouloir venger sa religion et ses frères croyants. L'attaque considérée comme un acte raciste a été perpétrée par un extrémiste de droite. Benton Tarrant, un Australien de 28 ans, a tué au moins cinquante personnes.

(Deutsche Welle, le 19-03-2019)

**L'attaque contre le camp militaire malien de Dioura revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans...**

La principale alliance djihadiste du Sahel liée à Al-Qaïda a revendiqué l'attaque du 17 mars contre un camp militaire malien à Dioura, qui a fait près de 30 morts, dans un communiqué diffusé vendredi par l'agence mauritanienne *Al-Akhbar* et le centre américain *SITE*. Dans ce communiqué, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, dirigé par le chef radical touareg malien Iyad Ag Ghaly, présente l'opération comme des représailles aux crimes odieux commis par les forces du gouvernement de Bamako et les milices qui le soutiennent contre nos frères peuls. Elle a été conduite par des combattants du Macina, en référence au nom du groupe du prédicateur radical peul Amadou Koufa actif dans cette zone, affirme le groupe, faisant état de trois tombés en martyrs et d'une trentaine de militaires maliens tués. Il affirme par ailleurs que l'attaque a été menée sous le commandement de Koufa, réapparu récemment sur une vidéo après avoir été donné pour mort en novembre lors d'une opération militaire française, et qui a été vu pour la dernière fois sur le lieu de combats en 2012. Le groupe dément par la même occasion qu'elle ait été dirigée par Ba Ag Moussa, dit *Bamoussa*, un ancien officier déserteur de l'armée malienne, qui lui en a attribué la paternité. L'attaque a fait 26 morts dans les rangs de l'armée malienne, selon un dernier bilan de source militaire.

(Africa N°1, le 23-03-2019)

**Un militaire tué par l'explosion d'une bombe artisanale dans le sud-est de la Turquie...**

Un soldat est tombé en martyr et un autre a été blessé suite à l'explosion d'une bombe artisanale au cours d'une opération lancée dans la zone rurale du district de Silopi à Sirnak. Les troupes rattachées au commandement de la Sûreté de Cizre ont lancé l'opération *Capitaine Yunus Celebi* contre les membres de l'organisation terroriste et séparatiste PKK lors des opérations de recherche menées sur le terrain. Les deux soldats blessés ont été héliportés à l'hôpital public de Sirnak. L'un d'entre eux a succombé à ses blessures à l'hôpital. Le traitement de l'autre soldat est en cours. L'opération se poursuit dans la zone.

(La voix de la Turquie, le 20-03-2019)

**Un commandant du Lashkar-e-Taïba et sept terroristes présumés tués par les forces de sécurité indiennes...**

Huit terroristes ont été tués dans quatre opérations de lutte contre le terrorisme dans les districts de Baramulla, Bandipora et Shopian à Jammu et Cachemire. Parmi les terroristes abattus figure un commandant du Lashkar-e-Taïba du Pakistan. L'opération a débuté jeudi, mais les forces de sécurité ont dû procéder avec prudence, les terroristes ayant pris deux civils en otages.

*(All India Radio, le 23-03-2019)*

**Au moins quatre morts et de nombreux blessés après un double attentat à la bombe dans un stade du sud de l'Afghanistan...**

Quatre personnes ont perdu la vie et quarante-et-une autres ont été blessées à la suite d'un double attentat à la bombe perpétré lors de la célébration de la fête des agriculteurs dans la province de Helmand au sud de l'Afghanistan. Les responsables de la sûreté ont fait savoir que deux bombes placées dans un stade au centre-ville d'Helmand, ont explosé au début de la célébration de la fête des agriculteurs. Quatre personnes ont perdu la vie et trente-et-une autres ont été blessées, a-t-on informé. Des témoins oculaires ont avancé que des responsables du gouvernorat et de hauts rangs figurent parmi les blessés. Les taliban ont revendiqué l'attaque.

*(La voix de la Turquie, le 23-03-2019)*

**Nouveau raid aérien de l'aviation turque dans le nord de l'Irak...**

Des positions de tirs, refuges et dépôts de munition de l'organisation terroriste PKK ont été anéantis à la suite d'une opération aérienne menée par les forces armées turques dans les régions de Qandil et Zap au nord de l'Irak. Le ministère turc de la Défense a publié des informations concernant le raid aérien effectué au nord de l'Irak sur son compte *Twitter*. « Des positions de tirs, abris, refuges et dépôts de munitions utilisés par l'organisation terroriste séparatiste ont été ciblés lors d'une opération aérienne menée par les forces armées turques dans les régions de Qandil et Zap au nord de l'Irak » note la déclaration.

*(La voix de la Turquie, le 23-03-2019)*

**Opération antiterroriste conjointe irano-turque à la frontière orientale de l'Iran...**

La Turquie et l'Iran ont lancé une opération conjointe contre l'organisation terroriste séparatiste PKK. Le ministre turc de l'Intérieur Suleyman Soyly a fait des déclarations concernant la lutte antiterroriste. Il a affirmé qu'une opération conjointe turco-iraniennne a été menée à compter de 08h00 (heure locale turque) à la frontière orientale de l'Iran. « Nous annoncerons les résultats. Nous ne laisserons pas les terroristes respirer » a précisé Soyly. Soulignant que de nouveaux logiciels équipaient les drones, Soyly a fait savoir que désormais les terroristes ne pourront pas se déplacer ni même lever leur tête dans les montagnes. Le ministre turc Soyly a indiqué qu'ils s'entretenaient depuis quelque temps avec les responsables iraniens pour lancer une opération conjointe contre l'organisation terroriste séparatiste PKK.

*(La voix de la Turquie, le 18-03-2019)*

**AFRICOM conteste un rapport d'Amnesty international évoquant des victimes civiles lors de frappes américaines en Somalie...**

Amnesty International accuse l'armée américaine de dissimuler les victimes civiles de ses frappes répétées contre les islamistes radicaux shabaab en Somalie, ce que Washington dément vigoureusement, affirmant n'avoir tué aucun civil somalien depuis début 2017. Dans un rapport publié mardi sous le titre *La guerre cachée des États-Unis en Somalie*, l'ONG de défense des droits humains affirme que quatorze civils ont été tués et sept autres blessés au cours de cinq frappes aériennes attribuées à l'armée américaine. Ces cinq frappes ont été menées entre le 16 octobre 2017 et le 9 décembre 2018 dans la Basse-Shabelle (sud-ouest), une des régions contrôlées par les islamistes shabaab, affiliés à Al-Qaïda. Amnesty accuse l'armée américaine d'avoir à ces occasions fait des victimes collatérales, voire frappé indistinctement civils et shabaab, tuant des fermiers, des ouvriers et même des enfants. « Soit ces frappes ont pris des civils pour cible, soit ceux qui les ont planifiées n'ont pas pris les mesures adéquates pour vérifier que les cibles n'étaient pas de nature civile, soit ceux qui les ont menées ne les ont pas annulées ou reportées lorsqu'il est apparu qu'elles visaient les mauvaises personnes ou qu'elles n'étaient pas proportionnées » conclut le rapport. Elles paraissent

donc violer les principes de distinction entre cibles civiles et militaires et de proportionnalité prévus par les conventions de Genève, selon Amnesty. Ces accusations interviennent au moment où l'armée américaine donne un coup d'accélérateur à ses opérations en Somalie, avec 28 frappes depuis début 2019, contre 35 pour toute l'année 2018. « Le bilan des victimes civiles pourrait bien être beaucoup plus élevé » souligne l'ONG, qui reconnaît néanmoins que compte tenu des dangers encourus, elle a eu du mal à vérifier les informations directement et que son rapport est essentiellement basé sur des déclarations de témoins, obtenues en personne ou par téléphone. Le commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM) a formellement démenti les accusations d'Amnesty, assurant n'avoir tué absolument aucun civil au cours des quelque 110 frappes aériennes menées en Somalie depuis juin 2017. « L'AFRICOM respecte les lois de la guerre et prend toutes les précautions possibles pour minimiser les victimes civiles et autres dommages collatéraux » a indiqué le commandement américain dans un communiqué. « Nous avons conclu qu'aucune frappe de l'AFRICOM n'avait fait de mort ou de blessé parmi les civils » précise le communiqué. L'armée américaine dément en outre avoir mené l'une des cinq frappes que lui attribue Amnesty, le 6 décembre 2017, et qui aurait tué cinq civils, dont deux enfants. AFRICOM reconnaît avoir mené une frappe dans cette zone, mais le 11 décembre et à 30 kilomètres de là. Sur les quatre autres frappes citées par le rapport de l'ONG, l'armée américaine affirme que toutes les victimes étaient des shaabaab. « Nous avons conclu qu'aucune des allégations et aucune des circonstances décrites ne représentaient des allégations crédibles de victimes civiles » a déclaré à la presse un responsable du Pentagone ayant requis l'anonymat.  
(Africa N°1, le 20-03-2019)

### **Dans le centre du Mali, au moins 21 militaires maliens tués après l'attaque d'un camp par des djihadistes présumés...**

À l'aube, plusieurs dizaines d'hommes lourdement armés sont arrivés à motos et à bord de plusieurs véhicules et ont attaqué le camp militaire de Dioura. Les combats ont été violents. Les assaillants présumés terroristes ont occupé la base militaire pendant quelques heures avant de s'enfuir emportant avec eux des munitions, des armes ou encore des véhicules. Le camp a lui été incendié. Les renforts ont été ensuite envoyés sur place. Le lieu de l'attaque Dioura est situé à une cinquantaine de kilomètres de Ténenkou dans la région de Mopti, une zone que les autorités et les forces de sécurité ont bien du mal à contrôler. Elles ne sont souvent présentes que dans les villes, dans les chefs-lieux et les groupes terroristes eux, principalement affiliés à Al-Qaïda sont très présents, très actifs dans la brousse et ils ont donc toujours la capacité de mener des attaques importantes contre les forces militaires.

(Médi-1, le 18-03-2019)

### **Cinq militaires tués par l'explosion d'engins explosifs artisanaux au passage de leurs véhicules dans l'est du Burkina Faso...**

Cinq membres des forces de sécurité du Burkina ont été tués entre samedi et dimanche à Kompienga, dans l'est du pays, dans l'explosion d'engins artisanaux au passage de leurs véhicules, a-t-on appris de sources sécuritaires. « Un véhicule militaire du CGA (Groupement central des armées), a sauté dimanche soir dans la zone de Kompienga, tuant trois soldats » a déclaré à l'AFP une source sécuritaire. « Un autre occupant du véhicule, blessé, a été évacué vers un centre médical » a ajouté cette source. Une autre source sécuritaire, jointe à Ouagadougou, a confirmé cette attaque, précisant que la veille, un autre véhicule avait aussi sauté sur un engin explosif improvisé lors d'un ratissage. « Un gendarme et un militaire ont perdu la vie lors de cette attaque » a indiqué cet officier, rappelant que depuis début mars, l'armée mène une opération de sécurisation dans les régions de l'est et du centre. Baptisée *Otapuanu (coup de foudre*, en langue gulmacéma, parlée dans la région de l'Est), cette opération toujours en cours a conduit à des neutralisations de terroristes et à la destruction de cachettes, dans les forêts de la région, a indiqué la même source.

(Africa N°1, le 18-03-2019)

### **Trois morts après l'attaque d'un village du nord-est du Nigeria par des membres présumés de Boko Haram...**

Trois personnes ont été tuées lors de l'attaque par des militants de Boko Haram d'une ville du nord-est du Nigeria où ils ont notamment dévalisé une banque, ont déclaré mardi des résidents. Des djihadistes à bord de plusieurs véhicules et motos ont pris d'assaut Michika dans l'État d'Adamawa, près de la frontière avec le Borno, vers 18h30 (17h30 GMT) lundi, forçant certains habitants à quitter la ville,

tandis que d'autres se terraient chez eux. « Ils ont attaqué un bus traversant la ville et tué trois personnes à l'intérieur. Ils ont maîtrisé quelques soldats et dévalisé une banque avant de l'incendier » a déclaré à l'AFP Saleh Abbare, un habitant de Michika. « La banque avait déjà été attaquée par Boko Haram et avait été récemment rénovée » a-t-il déclaré. Selon un autre résident, Daniel Bature, les djihadistes ont été chassés par l'arrivée de renforts de troupes depuis Gulak, le quartier général du district voisin. « Les terroristes ont été chassés et se sont dirigés vers Lassa et la forêt de Sambisa, dans l'État de Borno » a déclaré Daniel Bature.

*(Africa N°1, le 20-03-2019)*

#### **Quatre agriculteurs tués par des membres présumés de Boko Haram dans l'État nigérian du Borno...**

Quatre agriculteurs ont été tués dans une attaque du groupe djihadiste Boko Haram dans l'État nigérian du Borno, ont indiqué mercredi des témoins. Cette nouvelle attaque est survenue mardi, au lendemain d'un raid du groupe dans l'État voisin d'Adamawa, qui avait fait trois morts. Les assaillants, à bord de plusieurs véhicules, ont ouvert le feu sur des agriculteurs qui travaillaient dans leurs champs aux abords du village de Lassa, près de l'enclave de Boko Haram dans la forêt de Sambisa. « Nous avons perdu quatre des nôtres à cause de Boko Haram, qui est arrivé hier vers 14h00 (13h00 GMT) et les a abattus dans leur ferme en dehors du village » a déclaré Adamu Galadima, chef d'une milice qui seconde l'armée dans sa lutte contre Boko Haram. « Les assaillants ont essayé de pénétrer dans le village, mais nos miliciens se sont mobilisés et les ont chassés » a-t-il ajouté. Un habitant, Danjuma Ijaduwa, a fait un récit similaire et précisé à l'AFP qu'il s'agissait d'une opération de représailles pour Boko Haram, qui avait subi de lourdes pertes la veille. Des miliciens de Lassa avaient tendu une embuscade à des combattants de Boko Haram alors qu'ils étaient en fuite, tentant d'échapper à l'armée. Les insurgés se retiraient en direction de la forêt de Sambisa après avoir attaqué la ville de Michika, dans l'État d'Adamawa, où ils ont tué trois personnes et dévalisé une banque. Selon les habitants, les djihadistes ont perdu des hommes et de l'équipement dans l'affrontement avec les miliciens et l'armée. La région de Lassa, située à proximité de la forêt de Sambisa, est fréquemment la cible d'attaques de Boko Haram. Le groupe a souvent attaqué des agriculteurs, des bûcherons et des éleveurs, qu'il accuse de donner des renseignements à l'armée et aux milices qui la secondent.

*(Africa N°1, le 21-03-2019)*

#### **Huit civils tués par des membres présumés de Boko Haram dans le sud-est du Niger...**

Huit civils ont été tués jeudi soir dans une attaque d'éléments du groupe djihadiste nigérian Boko Haram dans la commune de Gueskérou, dans le sud-est nigérian près du Nigeria, a indiqué vendredi un élu local. « Huit personnes, dont une femme, ont été tuées par Boko Haram dans la nuit de jeudi à vendredi à Karidi, dans la commune de Gueskérou » a confirmé à l'AFP un élu de Diffa, la région nigérienne voisine du berceau de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria. Cet élu n'a pas précisé les circonstances de l'attaque qu'il a attribuée aux terroristes de Boko Haram. L'attaque a été menée aux environs de 21h30 locales (20h30 GMT) et a également occasionné plusieurs blessés, selon une ONG locale. Elle coïncide avec l'arrivée jeudi à Diffa de Mohamed Mouddour, le nouveau gouverneur de la région nommé le 8 mars, en remplacement de Mahamadou Bakabé en poste depuis avril 2018. Les raids de Boko Haram deviennent de plus en plus fréquents dans la région de Diffa, riveraine du bassin du Lac Tchad, un repaire des islamistes nigériens, à cheval entre le Niger, le Nigeria et le Tchad.

*(Africa N°1, le 22-03-2019)*

#### **Multiplication des enlèvements dans les zones anglophones du Cameroun...**

Au moins cinq personnes ont été enlevées mercredi lors de deux kidnappings distincts dans les deux régions anglophones du Cameroun, où quatre-vingt autres personnes ont été dépouillées le même jour par des séparatistes, a appris l'AFP de plusieurs sources. Quatre-vingts personnes qui voyageaient en bus ont été attaquées par des séparatistes sur la route entre Buea et Kumba, dans la région du sud-ouest du Cameroun, a indiqué à l'AFP une source locale. Les séparatistes les ont gardées confinées dans le bus entre 10 heures (09h00 GMT) et 17 heures (16h00 GMT). Dépouillés de leurs affaires personnelles, les voyageurs ont ensuite été libérés. L'axe sur lequel le kidnapping a eu lieu est connu pour être l'un des plus dangereux du pays en raison des fréquentes attaques des séparatistes qui rackettent les voyageurs, notamment en les gardant en otages en échange de rançons réclamées à leurs familles par transfert mobile. À une cinquantaine de kilomètres plus au sud, au moins quatre joueurs de l'équipe de football de l'université de Buea, capitale de la région du sud-ouest, ont été

kidnappés mercredi matin en pleine séance d'entraînement, a indiqué à l'AFP une autorité locale. Les forces de l'ordre étaient toujours à leur recherche mercredi soir, a précisé cette source. Dans l'autre région anglophone du pays, à Bamenda, chef-lieu du nord-ouest, un ex-secrétaire d'État, Emmanuel Ngafeson, a été enlevé en plein centre-ville mercredi matin, a affirmé à l'AFP une autre autorité locale, précisant qu'il n'avait pas été libéré depuis. La veille, dans la même ville, c'est un entraîneur d'un club de football de première division qui a été kidnappé puis libéré en fin de journée, a rapporté mercredi *Radio France internationale (RFI)*. Dans les deux régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest, des séparatistes multiplient les enlèvements de responsables, de militaires et policiers, ainsi que des civils, d'une part pour maintenir la pression sur le régime de Yaoundé et d'autre part pour exiger des rançons permettant aux groupes armés de tenir. Les séparatistes anglophones militent pour la création d'un État indépendant dans ces deux régions, devenues le théâtre d'un conflit armé depuis fin 2017. Des affrontements entre l'armée et ces séparatistes armés, regroupés en groupes épars dans la forêt équatoriale, s'y produisent depuis quasiment chaque jour. Dans ce conflit se sont en outre invités bandits et pillards qui rackettent les populations et les entreprises.  
(Africa N°1, le 21-03-2019)

### **Plusieurs perquisitions en lien avec l'attentat du Christchurch menées par la police australienne...**

La police antiterroriste australienne a annoncé avoir perquisitionné lundi matin deux habitations en lien avec l'attentat contre deux mosquées vendredi à Christchurch en Nouvelle-Zélande. Un attentat dont le bilan s'établit maintenant à cinquante morts. Ces habitations se trouvent près de Grafton là où le suspect Brenton Tarrant, un Australien de 28 ans, a grandi même s'il a passé ces dix dernières années à l'étranger.  
(La voix de l'Amérique, le 18-03-2019)

## **... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...**

### **Un nouveau chef pour l'Agence nationale de renseignement de la République démocratique du Congo...**

Le nouveau président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a annoncé mardi soir des changements à la tête de la très redoutée et très critiquée Agence nationale de renseignement (ANR) avec le départ de son patron, sous sanctions de l'Union européenne. En poste depuis 2011, l'actuel administrateur général de l'ANR Kalev Mutond est remplacé par son numéro 2 Inzun Kakiak, selon une ordonnance présidentielle lue sur la chaîne d'État *RTNC*. M. Tshisekedi a également nommé trois hauts responsables (administrateur adjoint, chef du département intérieur et extérieur) à la tête du puissant organe chargé de la sûreté de l'État et de ses dirigeants en RDC. Très proche de l'ancien président, Kalev Mutond est l'une des 14 personnalités congolaises sanctionnées par l'UE pour la répression des manifestations de l'opposition dans les dernières années du régime Kabila. Très présente sur tout le territoire, l'ANR est régulièrement accusée d'arrêter et de détenir hors toute procédure judiciaire des opposants politiques ou des défenseurs des droits de l'Homme. Mercredi dernier, M. Tshisekedi avait ajouté à la liste de ses nombreux conseillers un haut responsable de l'ANR, également sous sanction de l'UE, Roger Kibelisa, nommé assistant du conseiller spécial du chef de l'État en matière de sécurité.  
(Africa N°1, le 20-03-2019)

### **L'ancien chef des services de renseignement de RDC en passe d'être poursuivi pour détention arbitraire et tortures...**

Des défenseurs congolais des droits de l'Homme ont annoncé mercredi leur intention de poursuivre en justice l'ex-patron du renseignement, entre autres pour détention arbitraire et tortures, au lendemain de l'annonce de son remplacement par le nouveau président de la R.D. Congo. Des ONG accusent Kalev Mutond d'avoir fait de l'Agence nationale de renseignement (ANR) une police politique au service du régime de l'ancien président Joseph Kabila. Patron tout puissant de l'ANR depuis 2011, proche de M. Kabila, M. Kalev est l'un des 14 responsables congolais sous sanctions de l'Union européenne pour atteinte aux droits de l'Homme et entrave à la démocratie. « Maintenant qu'il n'est plus là, il doit être poursuivi par la justice. Sous Kalev ces huit dernières années, l'ANR a détenu au secret des opposants, des animateurs de la société civile et des mouvements citoyens pendant de longues périodes, sans l'assistance des avocats et des familles » a déclaré à l'AFP Jean-Claude Katende, président de l'Association africaine des droits de l'Homme (Asadho). Il a cité en exemple Carbone Beni

et ses trois compagnons du mouvement pro-démocratie Filimbi, détenus au secret dans les locaux de l'ANR pendant six mois en 2018 sans bénéficier de l'assistance de leurs avocats. Ils ont été libérés en décembre 2018 juste avant les élections du 30. « Des dossiers sont déjà constitués. Nous comptons les déposer dans deux semaines » a-t-il ajouté. Le président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice, Me Georges Kapiamba, a également annoncé des poursuites avec un groupe de familles de victimes, une dizaine, d'ici le mois prochain. « Ce sont des victimes d'enlèvements, d'arrestations, détention arbitraire, tortures, mauvais traitements » a-t-il énuméré. Kalev Mutond a été remplacé à la tête de l'ANR par son numéro 2, Inzun Kakiak. « Nous espérons que son successeur va opérer une rupture et qu'il va mettre au centre de son travail le respect de la Constitution et des droits humains » a commenté M. Kapiamba. « L'ancien système était basé sur la répression systématique des opposants et des militants de la société civile » a-t-il jugé. « C'était une police politique en vérité ». M. Katende a mis en garde le nouveau président Félix Tshisekedi de ne pas nommer Kalev à d'autres fonctions afin qu'il réponde d'abord des faits imprescriptibles de violation des droits de l'Homme qui pèsent sur lui. *(Africa N°1, le 21-03-2019)*

### **Le directeur du renseignement américain Dan Coats en visite officielle en Corée du Sud...**

Le directeur de l'Agence nationale américaine du renseignement s'est rendu en Corée du Sud à l'occasion d'un déplacement exceptionnel. Selon les observateurs, Dan Coats aurait partagé les informations contenues dans des rapports sur la reprise présumée d'activités dans des installations nucléaires et de missiles nord-coréennes. Le bureau du président sud-coréen a indiqué que M. Coats a rencontré Moon Jae-in mercredi pour discuter d'un large éventail de dossiers bilatéraux. M. Coats aurait aussi rencontré son homologue sud-coréen. M. Coats devait aussi visiter la zone démilitarisée, mais son déplacement a été annulé. Ce déplacement a été organisé alors que P'yongyang exprime sa frustration vis-à-vis des États-Unis, menaçant notamment d'interrompre les négociations bilatérales après le sommet à Hanoï du mois dernier qui s'est terminé sans qu'un accord soit conclu. *(Radio Japon international, le 20-03-2019)*

Le patron du renseignement national des États-Unis entame un voyage à Séoul. D'après une source gouvernementale, Dan Coats y est arrivé hier soir. Son programme concret n'est pas connu. Il devrait être reçu par de hauts responsables sud-coréens. Parmi eux, son homologue Suh Hoon. Les deux hommes pourraient faire le point ensemble sur la situation dans le nord de la péninsule. La semaine dernière, la Corée du Nord a menacé, par la voie de sa vice-ministre des Affaires étrangères Choe Son-hui, de suspendre ses discussions nucléaires avec les USA et de reprendre ses essais balistiques. L'attention se porte donc sur les mesures que P'yongyang pourrait prendre prochainement. C'est dans ce contexte que le directeur des services de renseignement américains est à Séoul. Certains évoquent la possibilité qu'il se rende à Panmunjom pour contacter en personne des responsables nord-coréens. Une possibilité jugée pourtant faible. Lors d'une audition devant le Sénat fin janvier, Dan Coats avait affirmé que le pays de Kim Jong-un n'abandonnerait pas toutes ses armes atomiques. *(KBS World Radio, le 20-03-2019)*

Le président sud-coréen Moon Jae-in a rencontré mercredi le directeur du Renseignement américain Dan Coats, en visite en Corée du Sud, pour évoquer les questions en suspens entre les deux pays, a annoncé la Maison Bleue, la présidence sud-coréenne. MM. Moon et Coats ont échangé leurs points de vue sur les dossiers en suspens des deux alliés, a déclaré le porte-parole de la Maison Bleue, Kim Eui-kyum, dans un bref communiqué. Selon les informations des médias locaux, M. Coats est arrivé mardi soir à Séoul, pour rencontrer de hauts responsables sud-coréens, dont son homologue sud-coréen Suh Hoon, directeur du Service national de renseignement. Cette visite de M. Coats intervient à l'issue du deuxième sommet entre le dirigeant suprême de la RPDC Kim Jong Un et le président américain Donald Trump, tenu en février dernier dans la capitale vietnamienne Hanoï, sans aboutir à un accord. *(Radio Chine internationale, le 20-03-2019)*

### **Au Liban, arrestation d'un ressortissant canadien accusé d'espionnage au profit d'Israël...**

La Sûreté générale libanaise a annoncé mardi matin que ses forces avaient arrêté un ressortissant canadien d'origine libanaise qui travaillerait pour le renseignement israélien. Selon un communiqué, la Sûreté générale libanaise a arrêté un Canadien d'origine libanaise qui a été retrouvé alors qu'il tentait de rassembler des informations sur les personnalités du Hezbollah et le pilote israélien disparu Ron



Arad. Le service de renseignement libanais a déclaré qu'il avait été recruté par l'Unité 504 des services de renseignement de l'armée israélienne et avait passé beaucoup de temps à espionner le Hezbollah. Lors de son interrogatoire, le suspect a avoué avoir été recruté en 2013 par un agent libanais passé à l'ennemi et chargé de recruter des citoyens libanais dans le but ultime d'infiltrer le Hezbollah libanais. Il a également été chargé de rassembler des informations sur la sécurité, en particulier concernant le pilote israélien Ron Arad, porté disparu au Liban depuis 1986, a précisé le communiqué. « Des efforts sont en cours pour arrêter les autres suspects impliqués dans cette affaire » a ajouté la Sûreté générale. Aucun détail supplémentaire n'a été publié à ce jour par les services de sécurité libanais. (Press TV, le 20-03-2019)

### ... MILITAIRE ...

#### **Le Japon annonce avoir débuté le développement de missiles de croisière à moyenne et longue portée...**

Le Japon a l'intention de développer des missiles de croisière à moyenne et longue portée. Ils seraient utilisés pour renforcer ses capacités de défense dans les îles éloignées du sud-ouest et leurs zones proches dans le Pacifique. Le ministre de la Défense Takeshi Iwaya en a dévoilé le plan lors d'une conférence de presse mardi. Il a affirmé que les navires de guerre étrangers sont maintenant équipés d'armes anti-aériennes à longue portée. M. Iwaya a déclaré que le déploiement de missiles à longue portée sur les avions de combat a pour objectif d'assurer la sécurité du personnel des Forces d'auto-défense japonaises. M. Iwaya a ajouté que la recherche et le développement de ces missiles de croisière sont déjà en cours. Il a précisé l'intention d'utiliser les missiles de croisière domestiques sur les nouveaux avions de combat qui remplaceront les F2, qui seront mis « au rancart » en 2030. En décembre 2017, le gouvernement avait annoncé sa décision d'équiper les avions de combat japonais de missiles de croisière à longue portée fabriqués à l'étranger.

(Radio Japon international, le 19-03-2019)

#### **Des bombardiers stratégiques russes à capacité nucléaire en passe d'être déployés en Crimée...**

La Russie a annoncé son intention de déployer des bombardiers stratégiques à capacité nucléaire dans la péninsule de Crimée en réponse au déploiement de la défense antimissile américaine en Roumanie. L'agence de presse russe *RIA Novosti* a cité un haut responsable russe qui aurait déclaré lundi que Moscou avait décidé de déployer des bombardiers à longue portée Tupolev Tu-22M3 sur la base aérienne de Gvardeyskoïe en Crimée. « Le déploiement de la défense antimissile américaine en Roumanie constituait un défi sérieux. Le ministère russe de la Défense a décidé de renforcer le dispositif de défense de la Crimée en déployant des bombardiers à long rayon d'action Tu-22M3 dans la base aérienne de Gvardeyskoye » a déclaré Viktor Bondarev, président du Comité de défense et de sécurité du Conseil de la fédération, la chambre haute du Parlement russe. « Cette étape a radicalement modifié l'équilibre des forces dans la région » a-t-il ajouté. Le haut législateur russe a déclaré que les bombardiers stratégiques stationnés en Crimée seraient modernisés pour pouvoir neutraliser les systèmes de défense aérienne et antimissile partout en Europe.

(Press TV, le 19-03-2019)

#### **Vingt-et-un pays participent à des exercices de l'OTAN en Géorgie...**

L'OTAN et la Géorgie ont entamé ce 18 mars des exercices conjoints de commandement à Krtsanissi qui prendra fin le 29 mars. Ils visent à tester les capacités de commandement et de contrôle ainsi que l'interopérabilité des forces géorgiennes avec leurs homologues de l'OTAN, selon le ministère géorgien de la Défense. Or, ce jour est particulier puisqu'il marque le 5e anniversaire de l'annexion de la Crimée par la Russie. Cet exercice est une étape importante dans le renforcement de la coopération militaro-politique entre l'OTAN et la Géorgie, a estimé le ministère géorgien de la Défense. Ces manœuvres ont pour objectif de renforcer la capacité défensive de la Géorgie et elles ne sont dirigées contre aucun pays tiers, a-t-il indiqué. Cet exercice a été conçu pour former un état-major au niveau d'une brigade multinationale dirigée par la Géorgie. Ainsi, reposant sur des scénarios de réponse aux crises humanitaires ne relevant pas de l'article 5, il vise à tester les capacités de commandement et de contrôle ainsi que l'interopérabilité des forces géorgiennes avec leurs homologues de l'OTAN, a-t-il indiqué. Pas moins de 21 pays sont représentés. Des organisations humanitaires seront également présentes, dont le Comité international de la Croix-Rouge, le Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies ou encore l'Organisation mondiale de la santé.

(Press TV, le 19-03-2019)

## Washington envisage de tester un nouveau missile intercepteur développé conjointement avec le Japon...

Aux États-Unis, le département de la Défense prévoit de tester si l'usage d'un nouveau missile d'interception conjointement développé avec le Japon serait capable d'abattre les missiles balistiques intercontinentaux. Le département de la Défense a déclaré mardi qu'il prévoyait d'effectuer ce test l'année prochaine avec le *Standard Missile-3 Block IIA*. Ce missile a été testé à de nombreuses reprises au large de Hawaï pour intercepter des missiles de moyenne portée. Mais il n'avait pas été conçu pour atteindre des ICBM. Le Japon et les États-Unis ont mis au point conjointement ce missile intercepteur pour améliorer leurs capacités de défense à l'encontre des missiles balistiques nord-coréens. Le Pentagone a averti en janvier dans son rapport sur sa nouvelle stratégie de défense antimissiles que P'yongyang allait bientôt se doter d'un ICBM. Washington prévoit de déployer des *SM-3 Block IIA*, des missiles de défense mer-air, en plus des systèmes existant de missiles sol-air afin de renforcer la défense de son territoire. Le gouvernement des États-Unis a décidé en novembre 2018 de vendre ces nouveaux missiles au Japon. Ils seront installés sur des destroyers Aegis des forces navales d'autodéfense japonaises ainsi que sur le système de défense sol-air Aegis Ashore que Tokyo s'apprête à mettre en place.

(Radio Japon international, le 20-03-2019)

## Premier vol réussi pour le nouveau drone turc Anka-Aksungur...

Le nouveau drone turc *Anka-Aksungur* a fait un premier vol réussi. Dans un partage sur *Twitter*, l'Industrie turque de l'aéronautique et de l'espace (TUSAS) a dévoilé le nom du drone connu jusqu'à ce jour comme *Anka-2*. Le drone qui a une capacité développée de charge utile, a fait un vol de 4 heures et 20 minutes et utilisé l'atterrissage et le décollage automatiques. *Anka-Aksungur* qui peut transporter de grandes charges à moyenne altitude et qui dispose de deux moteurs, peut exécuter des missions jusqu'à 40 000 pieds d'altitude. Ce drone capable de voler longtemps, pourra transporter plus de 700 kg de charge utile et exécuter des missions de reconnaissance, surveillance et d'attaque.

(La voix de la Turquie, le 21-03-2019)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

[www.isabel-intelligence.org](http://www.isabel-intelligence.org)

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

[www.cf2r.org](http://www.cf2r.org)

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – [direction@renseignor.com](mailto:direction@renseignor.com)

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – [redaction@renseignor.com](mailto:redaction@renseignor.com)



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement

148 rue de l'Université – 75007 Paris

Tel.: 01 78 42 26 67